AUX MEMBRES DES PARLEMENTS DES NATIONS LIBRES.

Londres, Fevrier, 1946.
74, Cornwall Gardens, S.W.7.

Aux Membres des Parlements des Nations Libres.

Les criminels de guerre allemands, dont le procès se poursuit actuellement devant la Cour Internationale à Nuremberg, sont accusés, entre autres, du massacre d'environ 11.000 officiers polonais à Katyn. En conséquence, les sous-signés, anciens députés et sénateurs des Chambres de la République de Pologne, desirent rappeler certains faits et formuler certaines observations.

Le 17 Septembre 1939, on le sait, les armées soviétiques sont brusquement et inopinément entrées en Pologne en violant de Pacte de Non-agression et les autres traités en vigueur librement consentis entre l'U.R.S.S. et la Pologne. (Traité de Paix signé à Riga le 18 Mars 1921, le Pacte Kellog, le Protocole signé à Moscou le 9 Février 1929 par l'Esthonie, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie et l'U.R.S.S. et répudiant la guerre d'agression, la Convention signée le 3 Juillet à Londres concernant la définition de l'agresseur, le Protocole signé à Moscou le 5 Mai ayant pour objet la prolongation de la validité du Pacte de Non-agression jusqu'au 31. 12.1945. La validité de tous ces traités avait été rappelée à deux reprises: par un échange de notes effectué le 10 Septembre 1934; par un communiqué officiel publié en commun le 26 Novembre 1938; enfin le Pacte de la Societé des Nations.) Les armées soviétiques attaquèrent dans le dos les Forces Polonaises qui luttaient avec acharnement contre l'armée allemande très supérieure en nombre et en matériel. L'intervention de l'armée soviétique eu pour résultat l'effondrement brusque de la résistance polonaise. En conséquence, un nombre considérable de militaires polonais tombèrent entre les mains de l'armée rouge. Les autorités soviétiques partagèrent en groupes les officiers polonais captifs et les distribuèrent parmi des camps separés, dont les principaux furent établis à Starobielsk, à Kozielsk et à Ostaszków.

Au debut de l'année 1940 les internés furent avisés par les autorités soviétiques que les camps seront liquidés et que les prisonniers regagneront leurs foyers. Apparément dans ce but les autorités soviétiques firent établir une nouvelle liste détaillée des prisonniers de guerre. A partir d'Avril 1940 jusqu'à la mi-Mai de la même année ces officiers—par groupes variant de 60 à 300 personnes—furent évacués par les autorités soviétiques pour une destination inconnue. A partir de ce moment toute correspondance des prisonniers avec leurs familles cessa, alors qu'antérieurement leurs lettres parvenaient assez régulièrement à destination. Depuis ce moment les captifs n'ont plus donné signe de vie et on n'entendit guère parler d'eux.

Lorsque—après la signature de l'accord polono-soviétique du 30 Juillet 1941 suivie d'une convention militaire en date du 14 Août de la même année—on entreprit la formation d'une Armée polonaise en U.R.S.S.—2.300 officiers seulement se presentèrent sur le nombre total de 15.000 faits prisonniers par les Soviets. Parmis ceux là il n'y avait que 300 qui figuraient sur les listes des prisonniers dans les camps de Starobielsk, Kozielsk et Ostaszków. L'absence des autres officiers, expédiés on ne sait où, causa parmis les Polonais une inquiétude facile à comprendre. Aussi bien le Ministre des Affaires Etrangères à Londres et l'Ambassadeur de Pologne à Moscou que le Commandant-en-Chef de l'Armée Polonaise en U.R.S.S. adressèrent aux autorités soviétiques des demandes d'explications concernant le sort des officiers disparus. Le gouvernement soviétique déclarait invariablement par la bouche de M. Molotoff, Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères et de M. Vychinsky, son suppléant—que les officiers polonais avaient été liberés et auraient dû rejoindre les unités polonaises. Plusieurs mois plus tard, le général Sikorski aborda une fois encore cette question dans la conversation qu'il eut au Kremlin avec le maréchal Stalin le 3 Décembre 1941. Il remit à ce dernier une liste comprenant les noms dûment établis de 3845 officiers qui avait pu être élaborée par les soins des autorités polonaises. Le marêchal Staline se borna à confirmer les déclarations de M. Molotoff et Vychinsky et donna une fois encore l'assurance que tous ces officiers avaient été libérés depuis longtempts. Malgré toutes ces déclarations des autorités suprêmes de l'U.R.S.S. aucun des disparus ne se présenta et toutes les recherches demeurèrent sans résultat.

La découverte de fosses communes dans un bois près de Katyn /aux environs de Smolensk/ fut annoncée en Avril 1943 par les autorités allemandes. Une commission d'enquête internationale déclara avoir trouvé dans des fosses les corps d'environ douze mille officiers polonais. Quelques centaines de cadavres purent être identifiés et il ressort de la liste des noms publiés qu'il s'agissait des anciens prisonniers des camps de Starobielsk, Kozielsk et Ostaszków. Comme chacun le sait—le gouvernement soviétique fut accusé par les autorités allemandes d'être directement responsable du massacre des officiers.

Après l'évacuation de la région de Smolensk par les armées allemandes en retraite—une commission d'enquête sur l'affaire de Katyn fut constituée par les autoritiés soviétiques. Un rapport officiel fut déposé par cette commission soviétique et publié ultérieurement par les soins du gouvernement soviétique. Ce rapport cite les déclarations de deux témoins soviétiques: le commandant Vietochnikoff /commandant d'un des camps de prisonniers de guerre/ et l'ingénieur S. Ivanoff /directeur adjoint au

service de contrôle des trains/. Ces deux témoins prétendent que les officiers polonais prisonniers de guerre n'ont pu être évacués à temps et, les camps ont été enveloppés par l'armée allemande. D'après les dépositions d'autres témoins, ressortissants soviétiques, les officiers auraient été massacrés par les Allemands dans le bois près de Katyn et enterrés sur place.

La région de Smolensk fut occupée par les Allemands en Juillet 1941. Une question troublante se pose : Pourquoi les autorités soviétiques n'ont elles pas porté à la connaissance des autorités polonaises, immédiatement après le retablissement des relations polono-soviétiques en été 1941, le fait que les officiers polonais étaient tombés aux mains des Allemands? Pourquoi les autorités soviétiques en réponse aux multiples interventions polonaises continuaient à affirmer et à répéter à maintes reprises, encore au mois de Mars 1942, que les officiers polonais avaient été libérés en vertu des accords et qu'ils auraient dû rejoindre l'Armée Polonaise en U.R.S.S.?

Les faits précités démontrent, que le sort des officiers polonais, prisonniers de guerre des Russes, n'a pas été éclairci jusq'à présent.

Le crime de Katyn, contraire aux sentiments élementaires d'humanité, violant les règles du droit des gens et des usages internationaux, concerne non seulement les familles des victimes. C'est avec toute la nation polonaise, le monde civilisé tout entier qui a le droit et le devoir de demander l'éclaircissement de cette sombre tragédie.

Vu les faits et les circonstances qui précèdent, les soussignés considèrent leur devoir d'attirer l'attention universelle sur l'incompétence de la cour qui siège à Nuremberg pour examiner et se prononcer sur le crime de Katyn. Prenant en considération le caractère spécial de cette question ainsi que la nécessité de son éclaircissement complet et définitif, l'opinion des peuples civilisés est unanime sur ce point : notamment la question de Katyn exige une enquête et une investigation spéciale par un tribunal international créé ad hoc.

SENATEURS :—

Ignacy BALINSKI, Croft House, Sudbury, Suffolk.
Jozef GODLEWSKI, 17, Cleveden Place, S.W.1.
Alexander HEIMAN JARECKI, 105, Hallam Street, W.1.
Prof. Wojciech JASTRZEBOWSKI, 41, Belsize Square, N.W.3.
Inz. Jerzy IWANOWSKI, 11, Dora Road, Wimbledon, S.W.19.
Tadeusz KATELBACH, 112, Eton Hall, Eton College Rd., N.W.8.
Adam KOC, 46 East 76th Street, New York, N.Y., U.S.A.
Wanda NORWID-NEUGEBAUER, Eton Hall, Chalk Farm, NW3.
Karol NIEZABYTOWSKI, Hay Lodge, Peeble, Scotland.
Konstanty RDULTOWSKI, Cairo, Egypt.
Stefan ROSADA, 7, Glenorchy Terrace, Edinburgh, 9.

DEPUTES :—

Dr. Konstanty DZIEDUSZYCKI, 1, Church Hill Place, Edinburgh, 10.
Stanislaw JOZWIAK, 70, Clifton Court, Edgware Road, W.2.
Kornel KRZECZUNOWICZ, 14, Inverleith Row, Edinburgh.
Jerzy PACIORKOWSKI, 184, Belsize Road, N.W.6.
Tadeusz SCHAETZEL, Ankara, Turkey.
Antoni ZALEWSKI, 85, Eaton Place, S.W.1.
Bronislaw WANKE, Rockcliffe by Dalbeattie, Scotland.
Marian ZYNDRAM-KOSCIALKOWSKI, 23, Greystock Court, Hanger Lane, W.5.
Prof. Wladyslaw WIELHORSKI, 5, White Hall Gardens, W.3.
Witold ZYBORSKI, "Featherstones", 11, Fairlawn Road, Lytham, Lancs.

Printed by the Solicitors Law Stationery Society Ltd., 38a Soho Square, W.1.
and Published by the Polish Parliamentary Group: 74, Cornwall Gardens, London, S.W.1.